

Mohamed, 18 ans, expulsé le mois dernier

«J'étais bon élève»

Mohamed Abourar, 18 ans, a été expulsé le 23 janvier. Comme Hassan et Salima, le jeune homme semble abattu. Deux semaines après son arrivée, il n'arrive pas à imaginer qu'il ne pourra peut-être plus retourner en France. *«Tout cela s'est passé tellement vite... Ici je ne connais personne, je ne peux rien faire, je ne parle plus l'arabe, ça fait cinq ans que je ne suis pas revenu au Maroc.»* Mohamed, qui était en première au lycée professionnel Valmy de Colombes (Hauts-de-Seine), a été expulsé de France à 3 heures du matin. Il n'avait rien. Pas de valise. Pas d'argent. Il n'a pas pris congé de son père, personne n'a prévenu ses proches qu'il serait expulsé cette nuit-là. A l'origine, le même scénario : contrôle d'identité. Pour lui, c'était gare Montparnasse, alors qu'il buvait une bière avec deux copains. Arrestation, garde à vue, centre de rétention. Une semaine plus tard, c'est l'expulsion. Il avait lui aussi fait une demande de carte de séjour. Même réponse : non, car sa mère vit au Maroc, dans la banlieue d'Agadir.

Mohamed était arrivé en France en mars 2004, à l'âge de 13 ans et quelques jours. En 2007, à la demande de son père, il avait été pris en charge par la Fondation d'Auteuil. Puis, à sa majorité, l'Aide sociale à l'enfance lui avait fait signer un contrat jeune majeur, valable trois ans. Il s'était alors inscrit, un CAP déjà en poche, en première bac pro à Colombes.

A Agadir, il a retrouvé sa mère, ses deux frères et trois sœurs, mais il se sent différent. Il éprouve aussi une certaine culpabilité. *«Mon père a choisi de me faire venir en France parce que j'étais bon élève. J'étais censé prendre la relève»*, sous-entendu travailler et venir en aide à sa famille, comme son père le fait depuis trente-quatre ans. *«Maintenant j'ai tout raté, mon père m'en veut»*, raconte le jeune homme, les mains croisées entre ses genoux, la tête basse. Il est désemparé. Son père refuse de lui parler.

Sophie, 24 ans, sa petite amie depuis deux ans, est venue le rejoindre quelques jours. *«Il était assidu au lycée, il ne faisait rien de mal et ils le renvoient!», lance-t-elle, en colère. Les copains se sont cotisés pour me payer le billet, on veut tous qu'il revienne. «Ici, à Agadir, il n'y a rien à faire, assure Mohamed, on peut aller au marché, boire un café, mais c'est tout ; pour aller à la plage c'est cher, il n'y a pas de bus, on tourne en rond.»* Son amie s'inquiète pour lui : *«Je ne sais pas comment on va faire, je vais revenir le plus souvent possible mais ce n'est pas une solution; il y a ses cours, ses amis et puis nous deux.»* Mohamed approuve. En silence.

Il a lui aussi bénéficié d'une importante mobilisation, de ses camarades et des enseignants de Valmy, des élus de Colombes, de RESF. Lors de la manifestation sur l'éducation du 30 janvier à Paris, un petit cortège portait des banderoles et faisait signer une pétition. Est-ce le bruit médiatique autour de l'affaire ? La semaine dernière, le ministère de l'Immigration a annoncé qu'il donnait *«une suite favorable au dossier»* et que Mohamed *«pouvait faire sa demande de visa long séjour»*. Il l'a déposé hier matin au consulat d'Agadir. Ses soutiens, méfiants, attendent de voir le résultat.

Selon Thomas Brisset, prof d'histoire-géo à Rabat et membre de RESF, aucun expulsé n'a pu reprendre des études au Maroc. Ils n'ont plus le niveau en arabe et les formations entamées en France n'existent pas dans le royaume chérifien. *«Qu'il faille une politique migratoire, c'est évident, mais pas celle-là. Tous ces jeunes sont entrés légalement en France. Quelques*

années plus tard, alors qu'ils tentent de construire leur vie et suivent une scolarité, on leur dit non, ce n'est plus possible. C'est illogique, absurde et révoltant ! Des vies gâchées à un âge charnière».

Hassan, Salima et Mohamed ne désirent qu'une chose : revenir en France et reprendre leur vie là où ils l'ont laissée. A Temara, dans son salon éclairé par la seule ampoule qui marche encore, Hassan ne peut s'empêcher d'y croire. *«J'espère que mon dossier va arriver jusqu'au préfet et qu'il va reconnaître que c'était une erreur, que ma place est en France.»* Sinon ? *«Franchement je ne sais pas»*, avoue Hassan avec son accent du sud.